

LE POURQUOI DU COMMENT

PAR DANIEL BERNARD

Frais de bouche. Chauffe Sarcelles!

Après un premier tour de législatives difficile – et un joli rétablissement au second –, Dominique Strauss-Kahn doit affronter une campagne municipale désagréable dans la ville conquise en 1995. François Pupponi, l'homme de confiance à qui « DSK » a laissé la mairie en 1997, est la cible d'une grosse association de copropriétaires. En cause, notamment, les frais de représentation déboursés avec la carte Bleue de la société d'économie mixte SEM Chaleur, dont la vocation est de chauffer le quartier baptisé le Grand-Ensemble. Factures et relevés bancaires circulent en ville, un dossier aurait même été adressé au procureur. Une chambre à l'hôtel

Napoléon à Paris pour 258 €, petit déjeuner compris ; sept repas pour 268 € à L'Aventure, un restaurant m'astu-vu, deux repas pour 164 €, deux jours plus tard, dans le même établissement ; plusieurs autres nuits d'hôtel, à l'occasion d'événements liés au Parti socialiste, à Lille (Etats généraux du projet) ou au Mans (congrès du PS). Egale-ment suspects, deux factures de téléphone portable (332,90 € et 990 €, à vingt-trois jours d'intervalle).

Ayant eu connaissance de ces dépenses, Alain Chiche, président de l'Union des syndicats de copropriétés de Sarcelles, écume. Après des années de bras de fer entre les copropriétaires et la SEM – présentations de chauffage à la baisse et charges à la hausse –, ce dossier est l'occasion d'engager la bataille. « Je constate des dépenses qui ne semblent pas afférentes à la SEM, déclare-t-il. En quoi une nuit d'hôtel ou

une bouteille de champagne a pu servir les intérêts des copropriétaires ? »

Pour sa défense, François Pupponi affirme que « chaque frais était lié à la SEM », et plus précisément aux négociations entamées en 2004 pour désengager la ville de l'activité de chauffage au profit de Dalkia, filiale de Veolia. « Chauffer des appartements privés, ce n'est pas notre boulot », dit-il. S'il regrette d'avoir négligé d'indiquer sur chaque facture le nom des invités, Pupponi fait front : « La journée, je suis à Bercy [le maire de Sarcelles est fonctionnaire des Finances], ensuite je file à la mairie et, oui, dans la soirée, je m'occupais de la SEM. Si quelqu'un veut contrôler les 13 100 € dépensés en trois ans, je suis prêt ! J'assume d'avoir invité à dîner M^e Lovichi



Dominique Strauss-Kahn et François Pupponi.

L'homme de confiance à qui « DSK » a laissé la mairie est la cible d'une association de copropriétaires.

[avocat de la SEM], Pierre Ferracci [expert comptable], Gregory Simonpoli [directeur de la SEM]. » En marge des réunions du PS, argumente-t-il encore, « j'ai rencontré Eric Faye, d'Euro RSCG, qui est prestataire de la SEM ». Prêt à porter l'affaire devant la justice, Chiche se dit « d'autant moins convaincu du zèle de Pupponi qu'il n'avait aucun mandat pour négocier la privatisation ». Il est soutenu par une partie de la gauche qui brûle de mener la bataille politique... contre Pupponi et « DSK » •

EN DEUX MOTS

Nicolas Comte* :

« Le gardien de la paix peut aussi avoir de bonnes idées »

Marianne : Que vous inspire l'absence des organisations syndicales lors de la première table ronde sur la sécurité organisée dans la Seine-Saint-Denis par Michèle Alliot-Marie, le 2 juillet ?

Nicolas Comte : L'annonce de cette première réunion avait fait grand bruit, et nous nous réjouissions de pouvoir apporter notre expertise. Résultat : les syndicats ont été priés de rester à la porte ! Comme si l'administration avait à tout prix voulu éviter les voix discordantes, elle a organisé cette table ronde sans empêcheurs de tourner en rond. Et, contrairement à ce qui nous avait été annoncé, nous n'avons même pas été reçus par la ministre ! Nous sommes pourtant la voix des acteurs de terrain et personne ne résoudra les problèmes de la banlieue en nous zappant !

Un mauvais signe pour la suite ?

N.C. : Si cette première sortie visait à donner le la, c'est un signe inquiétant. Mais il faut peut-être lui laisser un peu de temps : Michèle Alliot-Marie découvre le rôle des syndicats dans la police. Près de 80 % du personnel participe aux élections internes, et je peux vous dire que l'on représente quelque chose, contrairement à certaines associations qui ont été invitées à cette table ronde. La ministre devra accepter que nous jouions un rôle régulateur.

Erreur de débutante ?

N.C. : Je parlerai plutôt de méconnaissance, mais, pour une réunion de « cohésion », selon l'intitulé officiel, c'est raté. Les policiers présents dans la salle, en service et en uniforme, n'ont pas pu prendre la parole après la ministre. Michèle Alliot-Marie doit comprendre que la police n'est pas la gendarmerie et que le gardien de la paix peut, lui aussi, avoir de bonnes idées ! •

Propos recueillis par Frédéric Ploquin

* Secrétaire général du Syndicat général de la police FO.

IL A OSÉ LE DIRE

Nicolas Sarkozy

« Je veux le meilleur pour notre pays. Je ne veux pas le moins bien. »

Discours de Roissy, le 26 juin 2007.